

Perspectives économiques 2014 - 2015 ¹

Service d'analyse économique de l'IRES

Les perspectives économiques mondiales restent favorables

L'activité économique mondiale s'est quelque peu affaiblie au début de cette année. Ainsi, la production industrielle mondiale a augmenté au 1^{er} trimestre à un rythme trimestriel moyen inférieur à celui du trimestre précédent. Comme c'était déjà le cas au dernier trimestre 2013, l'activité industrielle fut plus soutenue dans les pays les plus avancés (+ 1,1 % par rapport au trimestre précédent) que dans les pays émergents (+ 0,5 % par rapport au trimestre précédent). Dans ce contexte de ralentissement de l'activité industrielle mondiale, le volume des échanges internationaux de marchandises a stagné au 1^{er} trimestre. Tant dans les pays les plus avancés que dans les pays émergents, les importations de marchandises sont en effet restées bloquées au 1^{er} trimestre à leur niveau du dernier trimestre 2013.

La progression de l'activité économique dans les pays avancés a globalement ralenti par rapport à la fin d'année 2013. Ainsi, aux États-Unis, le volume du PIB a reculé au 1^{er} trimestre pour la première fois depuis le début d'année 2011 (- 0,3 % par rapport au trimestre précédant), l'hiver particulièrement rude ayant pesé sur la plupart des composantes de la demande. En zone euro, l'activité a continué de progresser pour le quatrième trimestre consécutif mais à un rythme de croissance (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent) plus faible que celui du dernier trimestre 2013. La demande intérieure en zone euro n'a en effet que peu progressé, et la contribution du commerce extérieur à la croissance fut négative en début d'année en raison d'une hausse des importations plus marquée que celle des exportations. Au Japon, l'activité a progressé au 1^{er} trimestre à un rythme très soutenu de 1,6 % grâce à une forte augmentation de la consommation privée et de l'investissement, mais ces évolutions sont en grande partie dues à l'anticipation de la hausse de la TVA en avril par les ménages et les entreprises.

Malgré un léger essoufflement de la croissance économique mondiale en début d'année, l'activité mondiale devrait continuer à se raffermir sur la période de projection. En Belgique, l'activité économique continue également de se redresser. Cette évolution devrait se poursuivre à l'avenir, à un rythme qui devrait progressivement s'accroître. Tant la demande étrangère que la demande intérieure devraient contribuer à cette progression. Encore faibles en début d'année, les créations d'emplois devraient devenir plus significatives à l'avenir et le chômage devrait progressivement commencer à reculer.

¹ Le contenu de cet article résume l'étude de conjoncture publiée par le Service d'analyse économique de l'IRES dans le numéro de juillet 2014 de *Analyses économiques et prévisions*. Des renseignements sur cette étude peuvent être obtenus sur <http://www.uclouvain.be/en-283724.html>

Résumé des prévisions pour la Belgique

- Après avoir quasiment stagné en 2013 (+ 0,2 %), l'économie belge devrait croître de 1,5 % en 2014 et 2,0 % en 2015.
- En baisse de 7.500 unités en 2013, l'emploi devrait augmenter en termes nets d'environ 30.000 unités en 2014 et 49.000 unités en 2015.
- En hausse de 28.600 unités en 2013, le nombre de chômeurs continuera à augmenter en 2014 (+ 1.000 unités) mais il diminuerait d'environ 21.000 unités en 2015.
- La croissance de l'indice général des prix à la consommation devrait être de 0,6 % en 2014 et 1,3 % en 2015.
- Estimé à 2,6 % en 2013, le déficit budgétaire des administrations publiques devrait à nouveau diminuer en 2014, à 2,3 % du PIB, mais il se creuserait à nouveau légèrement en 2015 (2,4 %).

... Les perspectives économiques mondiales restent favorables

L'évolution de la conjoncture économique dans les pays émergents a varié selon les régions. En Asie du Sud-Est, la croissance a été soutenue, l'activité ayant bénéficié d'une forte augmentation des exportations. En Chine, la croissance a légèrement ralenti et s'affichait à 7,4 % par rapport à l'année précédente, soit un niveau légèrement inférieur à l'objectif du gouvernement. En Inde, la croissance s'est établie à 6,4 % par rapport à l'année précédente grâce à une expansion conjointe de la demande intérieure et des exportations. À l'inverse, l'évolution de l'activité a été plus décevante en Amérique latine, notamment au Brésil où elle a ralenti à + 1,9 % par rapport à l'année précédente.

À l'inverse des résultats de croissance du 1^{er} trimestre, les indicateurs prospectifs font état d'évolutions plus favorables pour l'avenir. Les principaux indicateurs précurseurs de l'activité mondiale se sont en effet en grande partie renforcés au cours des mois récents et ils restent globalement bien orientés. L'indicateur *J.P.Morgan* des directeurs d'achats pour l'ensemble de la production mondiale s'est ainsi relevé en mai à 54,3, un niveau nettement au-delà du seuil critique de 50 marquant la frontière entre une situation d'expansion (>50) et une situation de récession (<50)². L'indicateur *J.P.Morgan* correspondant pour les services s'est également redressé en mai pour atteindre un de ses plus hauts niveaux des 4 dernières années (54,6). L'indicateur mondial *IFO*, qui rapporte l'appréciation émise par un panel d'experts internationaux à propos de la situation économique contemporaine et de son évolution à 6 mois, s'est légèrement affaibli en début d'année mais il demeure malgré tout à un niveau élevé (103,2), nettement au-delà de sa moyenne de longue période (95,5).

Les indicateurs du climat des affaires pour les principales zones géographiques font état d'un climat conjoncturel favorable dans la plupart des pays les plus avancés, qui contraste néanmoins avec des perspectives plus mitigées pour les pays émergents. L'indicateur international *IFO* pour l'Amérique du Nord a ainsi atteint en avril son niveau le plus élevé depuis 2006 grâce à une forte amélioration des perspectives économiques pour les six prochains mois. Ces perspectives favorables sont confirmées pour les Etats-Unis par l'indicateur PMI des directeurs d'achats pour la production industrielle et l'indicateur PMI correspondant pour les services qui se sont fortement redressés et qui se situaient en mai bien au-delà du seuil critique de 50. Au Japon, l'indicateur *Tankan* de confiance des entreprises s'est également relevé et il dépasse sa moyenne de long terme. L'indicateur inter-

² L'indicateur des directeurs d'achats pour la production mondiale rend compte des perspectives à court terme de l'activité mondiale. Cet indicateur est disponible pour l'industrie, pour les services, et pour les deux secteurs pris ensemble. Le niveau 50 correspond au seuil critique entre la zone d'expansion (>50) et la zone de contraction économique (<50).

... Les perspectives économiques
mondiales restent favorables

national *IFO* pour la zone euro s'est redressé entre janvier et avril et il a atteint en avril un niveau qui n'était plus observé depuis la fin 2007. Malgré une stabilisation au cours des mois récents des indicateurs PMI des directeurs d'achats pour la production industrielle et pour le secteur des services de la zone euro, les deux secteurs se maintiennent en zone d'expansion. Cette évolution est d'ailleurs observée dans les principales économies de la zone monétaire, à l'exception de la France où les indicateurs peinent à se renforcer de façon plus durable. En revanche, une forte dégradation des anticipations concernant les perspectives économiques à six mois a entraîné une baisse marquée de l'indicateur international *IFO* en Asie, qui revient ainsi au 1^{er} trimestre au niveau de sa moyenne de longue période. L'indicateur international *IFO* pour l'Amérique latine a également reculé en début d'année et son niveau en avril est très en deçà de sa moyenne de longue période.

L'orientation globalement favorable des différents indicateurs relatifs au climat des affaires dans les pays avancés laisse clairement penser que l'activité économique mondiale et les échanges internationaux devraient se renforcer sur la période de projection. Il est par ailleurs établi que la croissance économique mondiale plutôt

Tableau 1.
Perspectives internationales
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente, sauf
indications contraires)

Sources : CEE, AIECE, OCDE, FMI, INS
Prévisions : IRES

	2010	2011	2012	2013	2014p	2015p
Produit intérieur brut						
Etats-Unis	2,5	1,9	2,8	1,9	2,1	3,2
Japon	4,7	-0,4	1,4	1,5	1,8	1,7
Zone euro	1,9	1,6	-0,6	-0,4	1,0	1,6
Prix à la consommation						
Etats-Unis	1,6	3,1	2,1	1,5	1,9	2,1
Japon	-0,7	-0,3	0,0	0,4	2,5	2,0
Zone euro	1,6	2,7	2,5	1,4	0,7	1,3
Commerce mondial	12,9	6,0	2,1	2,2	4,4	5,7
Prix du pétrole¹ (\$ par baril)	79,8	111,5	112,0	109,0	109,0	107,0
Taux directeurs des banques centrales (fin de période)						
Etats-Unis ²	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,50
Zone euro ³	1,00	1,00	0,75	0,25	0,15	0,15
Taux d'intérêt à court terme⁴ (fin de période)						
Etats-Unis	0,30	0,50	0,30	0,20	0,15	0,50
Zone euro	1,00	1,30	0,10	0,20	0,15	0,15
Taux d'intérêt à long terme⁵ (fin de période)						
Etats-Unis	3,30	2,00	1,70	2,90	3,00	4,00
Allemagne	2,90	1,90	1,20	1,80	1,60	2,50
Taux de change Euro/US \$ (fin de période)	1,32	1,32	1,31	1,37	1,35	1,35

¹ Brent de Mer du Nord

² Taux d'intérêt sur les fonds fédéraux

³ Taux repo de la Banque centrale européenne

⁴ Euro-marché à 3 mois pour Etats-Unis, Euribor pour zone euro

⁵ Rendements des bonds d'Etat sur le marché secondaire (Etats-Unis : emprunts d'Etat à 10 ans; Allemagne : emprunts du secteur public de 7 à 15 ans)

... Les perspectives économiques mondiales restent favorables

décevante en début d'année est en partie la conséquence de plusieurs facteurs temporaires, dont l'impact devrait disparaître à l'avenir. Ainsi, une des raisons de la faiblesse des échanges internationaux en début d'année est la dureté de l'hiver aux Etats-Unis, qui a fortement perturbé l'économie américaine.

Au cours de cette année, l'expansion de l'activité économique mondiale et du commerce international devrait surtout être portée par un renforcement de l'activité économique dans les pays les plus avancés. Aux Etats-Unis, les conditions économiques sous-jacentes se sont nettement améliorées au cours des derniers mois grâce notamment au redressement de la confiance des ménages et des entreprises et à l'accélération des créations d'emplois. La situation économique continue également à s'améliorer dans la zone euro malgré la persistance de faiblesses importantes, dont notamment un niveau de chômage élevé. Au Japon, les perspectives de croissance pour 2014 restent également positives malgré les craintes d'un ralentissement en raison du relèvement de la TVA en avril. La contribution des pays émergents à l'expansion de l'activité et des échanges au niveau mondial devrait quant à elle être moins marquée que lors des années antérieures. Certains pays sont en effet confrontés à des problèmes structurels importants tandis que pour d'autres, c'est la dégradation des conditions financières ou le durcissement des politiques monétaires et budgétaires qui pèsent sur leur activité.

La croissance de l'activité économique mondiale et du commerce international devrait se raffermir davantage en 2015. Le redressement des pays les plus avancés devrait en effet se poursuivre l'an prochain et il devrait de ce fait avoir des répercussions positives plus importantes sur les échanges commerciaux et sur la croissance des pays émergents. Le niveau de croissance de plusieurs économies émergentes dépendra néanmoins de la capacité des gouvernements en place à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires à une croissance soutenable.

La reprise économique se poursuit en Belgique

Au 1^{er} trimestre de cette année, l'économie belge a progressé de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, ce rythme de croissance étant légèrement supérieur à celui observé au dernier trimestre 2013. L'activité s'est renforcée dans tous les principaux secteurs mais elle a été particulièrement soutenue dans le secteur de la construction qui a bénéficié d'un hiver clément. Dans l'industrie, la hausse de la valeur ajoutée en volume (+ 0,5 % par rapport au trimestre précédent) a été légèrement inférieure à celle observée fin 2013. La croissance de l'activité dans les services s'est renforcée tout en restant très modeste (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent). Le raffermissement de l'activité que connaît l'économie belge depuis maintenant quatre trimestres se répercute progressivement sur le marché du travail. Ainsi, tant l'emploi que le chômage commencent à retrouver une évolution plus favorable, même si celle-ci reste encore peu marquée pour l'instant. Ainsi, au 1^{er} trimestre, l'emploi national a crû de 4.900 unités. Son évolution diverge cependant entre secteurs : en effet, alors que le nombre d'emplois a augmenté de 5.500 unités dans le secteur des services et de 700 unités dans la construction, il a en revanche baissé de 1.000 unités dans l'industrie. Cette évolution favorable de l'emploi est reflétée dans l'évolution du chômage. Tant le nombre de demandeurs d'emploi *inoccupés* que le nombre de demandeurs d'emploi *indemnisés* par l'ONEM se sont stabilisés au cours des mois récents. En avril, le taux de chômage harmonisé Eurostat s'est ainsi stabilisé à 8,5 %.

Au 1^{er} trimestre, la croissance économique a été soutenue par un renforcement de la demande intérieure hors formation des stocks, dont toutes les composantes ont augmenté. La consommation privée a progressé de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, soutenue par un recul de l'inflation dont le niveau est tombé à 0,4 % en mai. L'investissement des entreprises a augmenté de 2,2 % par rapport au tri-

... La reprise économique se poursuit en Belgique

mestre précédent, tandis que l'investissement des ménages affichait une croissance plus modeste (de 0,3 % par rapport au trimestre précédent). La consommation des administrations publiques n'a que peu évolué mais leurs investissements ont fortement augmenté (+ 4,5 % par rapport au trimestre précédent). En revanche, après avoir déjà faiblement diminué au dernier trimestre 2013, les exportations belges de biens et services ont accusé un nouveau recul en début d'année. Leur contraction de 1,5 % par rapport au trimestre précédent fut d'ailleurs plus significative que la précédente. Les importations belges de biens et services ont affiché une évolution similaire. Leur baisse de 1,3 % par rapport au trimestre précédent fut néanmoins inférieure à celle des exportations, de sorte que la contribution du commerce extérieur à la croissance fut négative (de l'ordre de - 0,2 point de pourcentage) au premier trimestre.

Le climat général des affaires, tel qu'établi à partir des enquêtes d'opinion auprès des entreprises, s'est légèrement détérioré au cours du deuxième trimestre. L'indicateur synthétique global de conjoncture de la BNB est ainsi retombé en juin à son niveau de fin 2013. Malgré cet affaiblissement, le climat des affaires demeure nettement plus positif qu'un an plus tôt. Au deuxième trimestre, la confiance a fléchi dans l'industrie, les services aux entreprises et le commerce alors qu'elle s'est améliorée dans la construction. Du côté des ménages, la confiance s'est raffermie par rapport à son niveau de mars mais elle reste en-deçà de sa moyenne de long terme.

Perspectives 2014 - 2015

Dans l'ensemble, les résultats macroéconomiques de ce début d'année tendent à confirmer le redressement de l'activité économique en Belgique et, bien que le climat des affaires se soit dégradé au cours des derniers mois, nous prévoyons que l'activité économique continuera à se renforcer à l'avenir, à un rythme qui devrait s'intensifier à partir de la seconde partie de l'année. La dégradation du climat des affaires est en effet légère et les chefs d'entreprise restent nettement plus optimistes qu'ils ne l'étaient il y a un an. Les ménages ont de leur côté retrouvé des anticipations plus positives au deuxième trimestre après la forte chute de leur confiance en mars, leur inquiétude par rapport au risque de chômage ayant notamment diminué. Sur la période de projection, la demande intérieure devrait progressivement se renforcer, soutenue avant tout par des anticipations plus favorables et par l'amélioration de l'emploi. Après un premier trimestre plutôt morose, la conjoncture internationale devrait également s'améliorer. Une hausse des échanges commerciaux permettrait aux exportations de soutenir l'activité sur la période de projection même si la contribution des exportations nettes à la croissance serait faible en raison d'une croissance plus soutenue des importations. Selon ces perspectives, le PIB réel progresserait de 1,5 % en 2014. Sa croissance serait plus soutenue en 2015, de l'ordre de 2,0 %.

Sous l'effet de l'accélération de l'activité économique, les créations d'emplois se renforceraient progressivement sur la période de projection. Comme par le passé, l'emploi devrait également être soutenu par le système des titres-services, même si les effets attendus devraient être moindres que lors des années précédentes. Le renforcement depuis janvier des mesures *Activa* en faveur de l'emploi des jeunes contribuera également à la hausse de l'emploi pour cette catégorie de travailleurs particulièrement vulnérables. À court terme, le nombre d'emplois créés serait cependant limité par le faible niveau actuel de la productivité horaire et de la durée moyenne du temps de travail. La productivité horaire dépasse en effet à peine son niveau d'avant la Grande Récession de 2008 tandis que la durée moyenne du temps de travail se situe très en deçà du niveau de 2008. Un renforcement de l'activité devrait par conséquent d'abord se traduire par une hausse de ces deux variables, ce qui aura pour effet de limiter la création d'emplois à un peu plus

... Perspectives 2014 - 2015

de 30.000 unités en 2014. Le renforcement attendu de l'activité permettrait une hausse plus marquée de l'emploi en 2015, qui atteindrait 49.000 endéans l'année. En comptant sur une croissance de la population active de l'ordre de 0,5 à 0,6 % par année, le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés augmenterait encore d'un peu plus de 1.000 unités en 2014 avant de baisser de 21.000 unités en 2015. Selon cette perspective, le taux de chômage baisserait sur la période de prévision et s'établirait à 8,1 % de la population active fin 2015³.

L'amélioration du marché du travail devrait contribuer à un raffermissement des dépenses des ménages. En 2014, la hausse de la consommation serait cependant freinée par une évolution encore limitée du pouvoir d'achat et elle ne serait dès lors que de 1,2 %. En effet, malgré la faible évolution du niveau général des prix, attendue à 0,6 % en moyenne en 2014, le revenu disponible réel n'augmenterait que de 1,0 % en raison de la modération salariale et du relèvement encore limité de l'emploi. En 2015, la hausse plus significative de l'emploi devrait soutenir le pouvoir d'achat des ménages qui bénéficierait également d'une indexation des salaires suite au dépassement de l'indice-pivot prévu pour février 2015. Les négociations interprofessionnelles pour les années 2015 et 2016 auront lieu en automne 2014 mais il est probable que la hausse des salaires conventionnels réels restera limitée pour éviter une dégradation de la compétitivité du pays. Compte tenu d'une inflation qui atteindrait 1,3 % en 2015, le revenu disponible réel devrait augmenter de 1,5 %. Dans un contexte économique qui s'annonce plus favorable, les ménages devraient profiter de l'augmentation de leur pouvoir d'achat pour accroître un peu plus leur consommation, qui augmenterait de 1,5 % en 2015. Le renforcement de la confiance et l'expansion de la consommation, qui n'a guère progressé aux cours des années récentes, devraient ainsi se traduire par une baisse du taux d'épargne sur la période de projection. Les dépenses d'investissement résidentiel, dont la croissance au cours des dernières années a fortement pâti de la mauvaise conjoncture et de l'inquiétude des ménages, devraient continuer à croître sur la période de projection. Leur progression devrait néanmoins être contrainte par des conditions d'accès au crédit qui restent restrictives et, dès lors, elle resterait limitée à 1,4 % en 2014 et 2,5 % en 2015.

En ce qui concerne les entreprises, leurs dépenses d'investissement devraient continuer à croître à un rythme favorable au cours des prochains trimestres. Malgré une légère dégradation au deuxième trimestre, les prévisions des industriels sur la demande future demeurent nettement plus élevées qu'elles ne l'étaient il y a un an. Si la demande globale continue à se raffermir, les entreprises devraient progressivement être confrontées à des tensions sur leurs capacités de production. Dans l'industrie, le taux d'utilisation des capacités de production a en effet atteint 79,1 % en avril, soit un niveau proche de sa moyenne de longue période. À court terme, l'investissement pourrait néanmoins être limité par les conditions d'accès au crédit. Malgré un assouplissement au cours des mois récents, celles-ci restent en effet restrictives, notamment pour les petites et moyennes entreprises. Compte tenu de sa forte hausse en début d'année, l'investissement des entreprises afficherait néanmoins un rythme annuel moyen de croissance de 3,9 % en 2014. En 2015, les entreprises devraient intensifier leurs efforts d'investissement. Cependant, l'impact des effets de base serait tel que la croissance annuelle moyenne de l'investissement des entreprises serait proche (4,0 %) de celle de 2014.

Du côté des dépenses publiques, la croissance de la consommation publique restera limitée sur la période de projection en raison de la poursuite des efforts d'assainissement budgétaire, le gouvernement sortant ayant pris l'objectif de réduire le déficit budgétaire à 1,4 % du PIB en 2015.

³ Il s'agit du taux de chômage harmonisé Eurostat.

... Perspectives 2014 - 2015

La demande provenant des principaux marchés d'exportation de la Belgique devrait également se raffermir sur la période de projection. Comme expliqué précédemment, les principaux indicateurs avancés au niveau international vont dans le sens d'un raffermissement de l'activité économique mondiale et du commerce international de marchandises à l'avenir. En comptant sur le fait que, grâce à la modération salariale, le déficit de compétitivité de la Belgique ne devrait pas s'aggraver sur la période de projection, les exportations belges de biens et services devraient bénéficier de cette reprise attendue des échanges commerciaux. Ainsi, encore limitée en 2014 (+ 1,2 %), leur croissance atteindrait + 5,6 % en 2015. Compte tenu de la forte présence des entreprises industrielles belges dans le commerce européen intra-branches, les importations devraient suivre une évolution similaire à celle des exportations. Comme le raffermissement attendu de la consommation privée et de l'investissement des entreprises devrait également soutenir la demande de biens étrangers, la croissance des importations atteindrait 1,2 % en 2014 et 5,9 % en 2015. Dès lors, la contribution des exportations nettes à la croissance ne serait que légèrement positive (0,1 pt) en 2014, et elle deviendrait négative (- 0,1 pt) en 2015.

Risques

Plusieurs risques pourraient dégrader nos prévisions (cf. encadré 2). Les effets des changements de politiques monétaires entamés des deux côtés de l'Atlantique sont en effet incertains. Aux Etats-Unis, le démantèlement de la politique monétaire d'assouplissement quantitatif n'a pour l'instant pas eu d'impact marqué sur les taux d'intérêts à long terme. Si ces derniers devaient toutefois augmenter de façon plus soutenue à l'avenir, plusieurs pays émergents pourraient être confrontés à des difficultés financières. Un ralentissement important des mouvements internationaux de capitaux vers les pays émergents pourrait notamment mettre en difficulté les pays accusant un large déficit extérieur courant. Une remontée des taux d'intérêts pourrait également fragiliser la situation budgétaire des pays avancés fortement endettés, dont notamment certains pays de la zone euro. Début juin, la BCE a pris des mesures pour contrer la faiblesse des pressions inflationnistes et endiguer le risque d'une déflation dans la zone euro. Si l'activité peine à se renforcer, la déflation pourrait néanmoins devenir une réalité dans la zone monétaire. Une telle évolution risquerait de porter un coup sérieux à la confiance des principaux acteurs économiques, ce qui aurait pour effet d'affaiblir une reprise économique en zone euro qui reste fragile. Enfin, si l'instabilité politique en Irak et/ou les tensions entre l'Ukraine et la Russie devaient s'accroître, l'expansion des échanges commerciaux pourrait être perturbée par une remontée des prix du pétrole.

ENCADRÉ 2

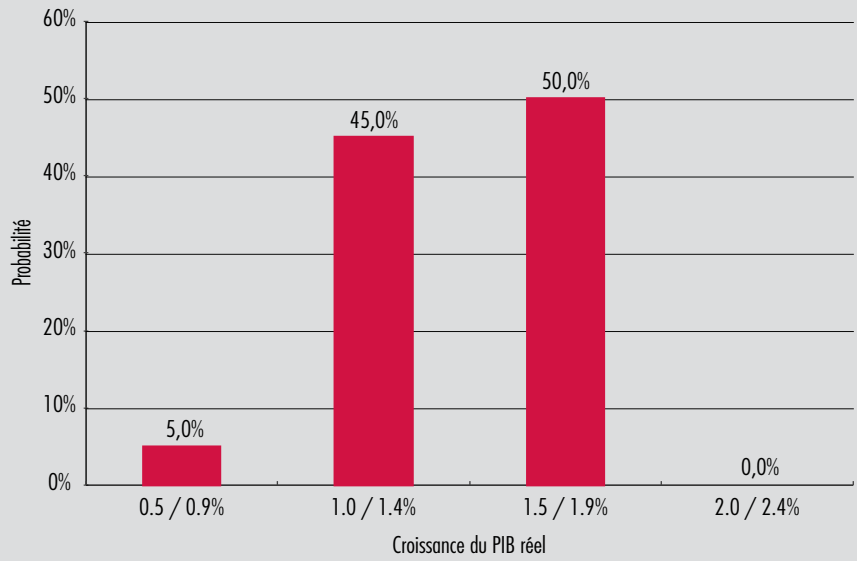
**La prévision...
au-delà du chiffre de
croissance du PIB**

Comme c'est le cas pour beaucoup d'études conjoncturelles, le chiffre de croissance du PIB est sans aucun doute l'élément central autour duquel s'articule notre projection. Même s'il est particulièrement commode de pouvoir résumer nos perspectives économiques en un seul chiffre, une telle pratique a néanmoins pour défaut de ne pas rendre compte de manière chiffrée de l'incertitude qui entoure n'importe quelle prévision. En présentant notre prévision sous la forme de probabilités attribuées à différents intervalles de croissance du PIB, le graphique page 8 vise à combler cette lacune d'une manière simple*.

* Les intervalles correspondent à ceux qui sont définis par la BCE dans son enquête sur la zone euro auprès des prévisionnistes professionnels.

Graphique A. Prévisions 2014

Source : IRES, Service d'analyse économique



Graphique B. Prévisions 2015

Source : IRES, Service d'analyse économique

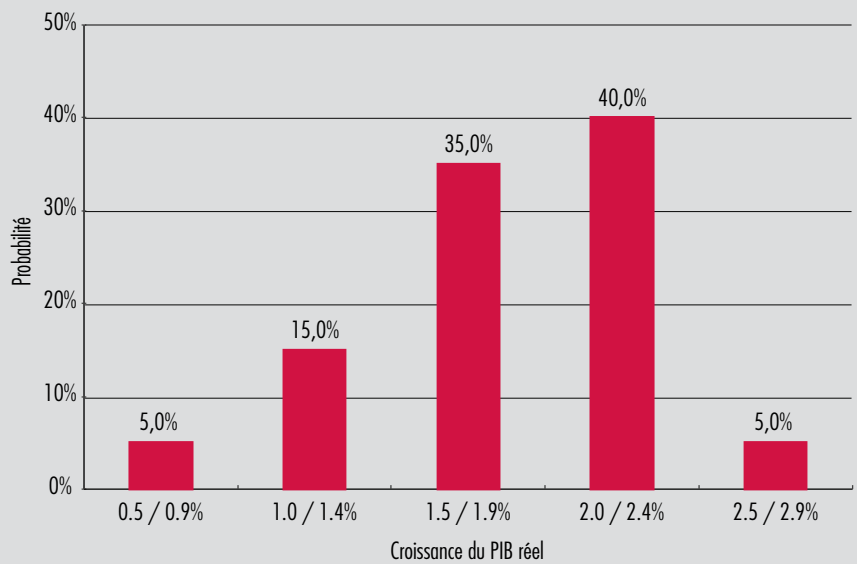


Tableau 2.
Prévisions de l'économie belge
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente,
sauf indications contraires)

Sources : ICN; Belgostat, INS Calculs
et prévisions : IRES

	2010	2011	2012	2013	2014p	2015p
PIB	2,3	1,8	-0,1	0,2	1,5	2,0
Consommation privée	2,8	0,2	-0,3	0,8	1,2	1,5
Consommation publique	0,7	0,4	1,7	0,6	0,4	1,2
Investissement	-1,1	4,0	-2,0	-1,4	3,5	3,6
Entreprises	-3,2	7,3	-2,1	-0,5	3,9	4,0
Ménages	3,6	-3,2	-3,2	-2,6	1,4	2,5
Administrations	-2,2	5,4	2,5	-5,0	7,8	4,1
Demande intérieure (hors variation des stocks)	1,4	1,1	-0,1	0,3	1,5	1,9
Variations des stocks ¹	0,5	1,0	-0,5	-0,6	-0,1	0,3
Demande intérieure totale	1,9	2,1	-0,6	-0,3	1,4	2,2
Exportations de biens et services	8,1	6,4	1,8	1,9	1,2	5,6
Importations de biens et services	7,5	6,9	1,3	1,4	1,1	5,9
Exportations nettes ¹	0,5	-0,3	0,5	0,5	0,1	-0,1
Prix à la consommation	2,2	3,5	2,8	1,1	0,6	1,3
Indice "santé"	1,7	3,1	2,7	1,2	0,6	1,3
Revenu disponible réel des ménages	-1,6	-1,2	1,3	0,7	1,0	1,5
Taux d'épargne des ménages ²	15,1	13,8	15,1	15,1	14,8	14,6
Emploi intérieur	0,7	1,4	0,2	-0,2	0,4	0,9
Demandeurs d'emploi inoccupés	2,3	-3,7	2,5	4,3	2,3	-2,4
Taux de chômage ³	8,2	7,2	7,6	8,4	8,5	8,3
Solde net de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-3,7	-3,8	-4,1	-2,6	-2,3	-2,4

¹ Contribution à la croissance du PIB

² En pourcentage du revenu disponible

³ Nombre total de chômeurs, en pourcentage de la
population active; concept Eurostat

*Cette étude a été réalisée sous la direction de Vincent Bodart, avec la collaboration
de Rytis Bagdziunas, Vanessa Lutgen, Joël Machado, et Catherine Smith.
A l'exception de Rytis Bagdziunas, tous les auteurs sont chercheurs à l'IRES.
Rytis Bagdziunas est chercheur au CORE.*

Directeur de la publication :
Vincent Bodart

Rédactrice en chef :
Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,
Vincent Bodart, Thierry Bréchet, Muriel
Dejemeppe, Frédéric Docquier, Jean Hindriks,
Marthe Nyssens, William Parienté

Secrétariat & logistique : Anne Davister

Graphiste : Dominos

Regards Économiques IRES-UCL

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve

www.regards-economiques.be

regard-ires@uclouvain.be

tél. 010/47 34 26

ISSN 2033-3013